

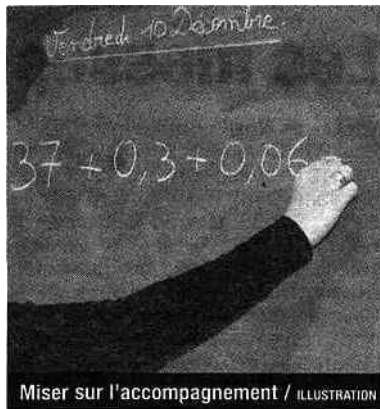
## ÉDUCATION. Lancé en 1997, le dispositif a trouvé sa place en France

# La deuxième chance à bonne école

Elles sont dans des lieux aussi différents que le récent quartier du Millénaire à Montpellier (Hérault), une aile du château Saint-Étienne à Aurillac (Cantal) ou encore La Courneuve (Seine-Saint-Denis). Pourtant, elles ont toutes le même objectif : remettre de jeunes "décrocheurs" de 16 à 25 ans sur le chemin de l'emploi. Lancées en 1997 en France sous l'impulsion d'Édith Cresson, alors commissaire européen à l'éducation, les écoles de la deuxième chance (E2C) sont bien implantées et organisées en réseau.

### Trop chères ?

La 100e a été inaugurée le 20 décembre à Saint-Étienne. Installée au troisième étage de la chambre de commerce et d'industrie, elle va accueillir une quinzaine de jeunes, envoyés par les cinq missions locales du département après un entretien de motivation. Âgés de 20 à 22 ans, ils ont tous quitté l'école, sans diplôme, depuis au moins un an et sont, en outre, dans des situations sociales difficiles. Pour les remettre en selle, l'école mise sur l'accompagnement : deux formateurs à temps plein pour le petit groupe, attribution d'un tuteur à chaque jeune, une pédagogie adaptée et de nombreux stages en entreprises trouvés par l'école et indemnisés. Une recette qui a fait ses preuves. « Au niveau national, nous enregistrons 59 % de sorties positives, soit vers l'emploi - intérim, CDD, CDI -, soit vers une formation qualifiante - apprentissage, contrat de professionnalisation - qui mènera à un travail », affirme Alexandre Schajer, le président du réseau des E2C. Il souligne que les E2C ont accueilli 8 000 jeunes en 2010, qu'elles en auront reçus 11 000 cette année et qu'elles devraient en aider 12 000 en 2012. « Depuis le début du dispositif, avec le lancement de la première école à Marseille en 1997, ce sont



près de 20 000 jeunes qui sont sortis de nos écoles », se félicite-t-il. « La grande force des E2C est de garantir un suivi global des jeunes », pour Damien Brochier, chercheur au Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Céreq). Ainsi, les formateurs leur assurent une remise à niveau scolaire personnalisée, les référents les encadrent pour le volet insertion professionnelle et l'école les aide à gérer leurs problèmes familiaux ou de logement. Autre atout, le lien fort avec les entreprises locales. « Aujourd'hui, 2 400 sociétés sont partenaires de l'école, nous n'avons plus de problème pour trouver des stages et être un véritable intermédiaire entre le jeune et son futur

employeur », avance Lionel Urdy, le directeur de l'E2C de Marseille. Début décembre, le dispositif a reçu le soutien du ministre de la ville, Maurice Leroy. Ce bilan positif doit toutefois être tempéré par plusieurs bémols. D'abord, le chiffre de 20 000 élèves accueillis depuis 1997 pèse peu au regard des 150 000 jeunes qui, chaque année, sortent du système scolaire sans diplôme. Le principal reproche adressé aux écoles est leur coût, « bien plus élevé que celui d'une association de réinsertion, par exemple », note le chercheur Damien Brochier. Une critique qui agace Marc Martin, à la tête de l'E2C de Toulouse : « La formation coûte 10 000 € par jeune dans notre école, la même chose que pour un lycéen. Et c'est bien inférieur au coût d'un établissement public d'insertion de la défense (Epide), estimé à 40 000 €, par exemple ». Alexandre Schajer précise qu'au niveau national, une formation de six mois pour un jeune revient à 6 000 €, soit plus qu'une année d'études en centre de formation d'apprentis (CFA) à 4 500 €, mais moins qu'une année de lycée professionnel à 10 000 €. Au-delà de cette analyse se pose la question du maintien du financement du dispositif dans un contexte de crise. Interrogé sur ce point, le ministère de la ville indique avoir reconduit le budget attribué aux écoles pour 2012.

» Estelle Maussion

### SONDAGE. LES JEUNES ONT UNE IDÉE POSITIVE DU PROGRÈS

Réalisé par Ipsos pour l'Institut Diderot, un sondage mené fin octobre auprès de 1 001 personnes âgées de 18 à 25 ans, selon la méthode des quotas, révèle que 94 % des jeunes perçoivent positivement l'idée de progrès et qu'ils ont le sentiment à 74 % de profiter de ses diverses manifestations. Le progrès les invite donc autant à l'optimisme qu'à la prudence. La science bénéficie d'une vraie confiance des jeunes, qui estiment à une large majorité qu'elle permettra un jour de guérir le cancer, le sida ou la maladie d'Alzheimer.